

MEXIQUE

Vérité et justice pour les femmes assassinées et enlevées à Ciudad Juárez et à Chihuahua

Index AI : AMR 41/030/2005

ÉFAI

Mardi 9 août 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lors de sa rencontre avec le gouverneur de État de Chihuahua, Reyes Baeza, et la ministre de la Justice, Patrizia Gonzalez, la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, a accueilli favorablement la volonté qu'ils ont exprimée de s'occuper des affaires d'homicides de femmes. Irene Kahn a néanmoins fait part de sa déception devant le manque d'actions concrètes et les progrès limités accomplis dans de nombreuses affaires, suscitant des doutes quant à l'aboutissement du processus chez les familles des victimes.

« Il reste encore beaucoup à faire, tant au niveau de l'État de Chihuahua que des autorités fédérales, pour résoudre les affaires d'homicides de femmes et de jeunes filles à Chihuahua », a déclaré Irene Kahn lors de sa première visite depuis 2003.

« Malgré les mesures prises par les autorités fédérales et l'évolution positive de l'attitude de l'État de Chihuahua, au cours des six derniers mois plus de 20 femmes ont encore été tuées à Ciudad Juárez et à Chihuahua. Les autorités doivent repenser leur stratégie pour protéger efficacement les femmes et pour que justice leur soit rendue. »

L'intervention du procureur fédéral spécial à Ciudad Juárez est sûrement un pas dans la bonne direction, mais elle n'a eu qu'un impact très limité. L'absence de progrès dans le traitement de 24 affaires traitées au niveau fédéral et le manque d'attention porté aux enlèvements et aux homicides dans la ville de Chihuahua sont très inquiétants.

La Commission fédérale spéciale dirigée par Guadalupe Morfin a entrepris un travail positif auprès des familles et elle a coordonné les mesures prises au niveau local et fédéral en ce qui concerne l'environnement social des zones déshéritées de Ciudad Juárez. Mais les limites fixées à son mandat ne lui permettent pas de jouer un rôle actif dans la poursuite de la vérité et de la justice. Il est primordial qu'elle intègre également la ville de Chihuahua dans son travail.

Au niveau local, le changement de dirigeants au niveau du gouvernement local et le projet d'identification des corps des victimes encore non identifiées entrepris par l'équipe d'anthropologie

médico-légale d'Argentine a soulevé de nouveaux espoirs chez les familles des femmes assassinées.

« La prise en compte des familles des victimes par les nouvelles autorités est bien meilleure que dans le passé, mais elle doit s'accompagner de résultats concrets. Le gouvernement doit leur redonner confiance, prendre des mesures pour mettre fin au harcèlement dont elles sont l'objet et veiller à ce que les affaires dans lesquelles les aveux ont été obtenus sous la torture fassent l'objet d'un réexamen approfondi. »

Le réexamen de quelques affaires se poursuit, mais il ne porte que sur les dossiers et n'inclut pas de nouvelles investigations. D'autre part, il ne prend pas entièrement en compte l'aspect lié au genre de ces crimes. Il a cependant permis d'identifier 130 fonctionnaires locaux qui pourraient être responsables d'actes de négligence assimilables à une infraction pénale ou à une faute administrative. Mais cela n'a entraîné ni poursuite ni sanction à leur égard.

« L'État de Chihuahua et les autorités fédérales doivent décider d'une stratégie générale et améliorer leur coordination de manière à traiter efficacement les centaines de cas dont il a été fait état à ce jour. En attendant, une menace continue à peser sur les femmes et les jeunes filles de Ciudad Juárez et de Chihuahua.

« Ciudad Juárez et Chihuahua sont symptomatiques d'une épidémie de violence contre les femmes partout dans le monde.

« Tant les autorités locales que fédérales ont un devoir à l'égard des femmes de Ciudad Juárez et de Chihuahua. En attendant que des mesures efficaces soient prises et que justice soit rendue, Amnesty International continue son travail. »

À l'issue de la rencontre avec le gouverneur, la délégation d'Amnesty International s'est jointe aux mères de Ciudad Juárez et de Chihuahua pour rendre hommage à Minerva Torres dont le corps est resté caché pendant plus de deux ans dans les locaux de médecine légale du bureau du procureur de Chihuahua, bien que son identité n'ait pas soulevé de doute.

Les représentants des sections d'Amnesty International des Pays-Bas, des États-Unis, de Suisse et du Mexique se sont joints à Irene Khan. « Si la violence ne connaît pas de frontière, la solidarité non plus. Amnesty International se tiendra aux côtés des mères des victimes jusqu'à ce que vérité soit faite et justice soit rendue. »

Complément d'information

La délégation d'Amnesty International rencontrera des représentants du gouvernement fédéral le mardi 8 août.

À 7 heures du soir, la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, animera une table ronde qui réunira les représentants des principaux partis politiques. Amnesty International estime que les droits humains doivent occuper une place essentielle dans la campagne électorale.

Les photos de la journée sont disponibles sur les sites <http://www.amnistia.org.mx/prensa> et <http://news.amnesty.org>.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

- Amnesty International Mexique :
(52 55) 5574 6732 / 7139 ;

- Josefina Salomón :

. Téléphone portable: (52 55) 2943 5012 au Mexique, + 44 7778 472 116 au Royaume-Uni ;

. Adresse électronique :

jsalomon@amnesty.org ou
josefina_salomon@hotmail.com ;

- Judit Arenas :

. Téléphone portable: (52 55) 2954 9582 au Mexique, + 44 7778 472 188 au Royaume-Uni ;

- Flor Aguilera :

. Téléphone portable: (52 55) 3146 2166 ;

. Adresse électronique : flor71@hotmail.com

ou prensa@amnistia.org.mx.

- Wende Gozan :

. Adresse électronique : wgozan@aiusa.org.